

Centre National de la Propriété Forestière

Marché public de services

PRESTATIONS D'ASSURANCES

Numéro de contrat : 2025_Assurances_CNPF
--

Pouvoir Adjudicateur :	Centre national de la propriété forestière (CNPF)
Objet du marché :	Prestations d'assurances
Mode de passation :	Marché ordinaire de prestations d'assurances passé en procédure adaptée ouvert par un Pouvoir adjudicateur en application des dispositions des articles L. 2123-1 et R.2123-1 à R.2123-8 du Code de la commande publique.
Personne signataire du marché :	Monsieur le directeur général du CNPF
Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R. 2191-59 du code de la commande publique :	Monsieur le directeur général du CNPF
Comptable assignataire des paiements :	Monsieur l'agent comptable principal

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

COMMUN À TOUS LES LOTS

LOT n°1 - ASSURANCE DE DOMMAGES AUX BIENS

LOT n°2 - ASSURANCE DE RESPONSABILITE CIVILE "PERSONNEL"

LOT n°3 - ASSURANCE DE RESPONSABILITE CIVILE "ADMINISTRATEURS ET CONSEILLERS"

LOT n°4 - ASSURANCE INDIVIDUELLE CONTRE LES ACCIDENTS CORPORELS DES
ADMINISTRATEURS ET CONSEILLERS

LOT N°5 – ASSURANCE DE RESPONSABILITE CIVILE "USAGE DE DRONES"

Table des matières

INTRODUCTION – PRESENTATION DU CNPF	3
I – CLAUSES INTRODUCTIVES.....	5
Article 1 - OBJET DU MARCHE.....	5
Article 2 – P.S.E ET VARIANTES.....	5
Article 3 - PIECES CONTRACTUELLES	6
II – OBLIGATIONS DU TITULAIRE DU MARCHE	7
Article 4 - DESCRIPTION DES PRESTATIONS.....	7
Article 5 - REALISATION DES PRESTATIONS	16
Article 6 - CONFIDENTIALITE ET SECRET PROFESSIONNEL	17
Article 7 – CESSION	17
Article 8 - SOUS-TRAITANCE ET CO-TRAITANCE	18
III – OBLIGATIONS DU C.N.P.F	20
Article 9 – ENGAGEMENTS	20
Article 10 - COLLABORATION.....	20
IV – CONDITIONS FINANCIERES.....	23
Article 11 - PRIX DES PRESTATIONS.....	23
V – EXECUTION DU MARCHE	27
Article 12 - DUREE ET EFFET.....	27
Article 13 - MODIFICATIONS	27
Article 14 – PENALITES.....	27
Article 15 - FORCE MAJEURE.....	28
Article 16 - RESILIATION	28
Article 17 - RUPTURE AMIABLE	29
Article 18 – DIFFERENDS	29
VI – CLAUSES FINALES.....	31
Article 19 - REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES	31
Article 20 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER	31
Article 21 - DROIT APPLICABLE	31
Article 22 - ELECTION DE DOMICILE	31

INTRODUCTION – PRESENTATION DU CNPF

Présentation du Centre national de la propriété forestière (CNPF)

Le Centre national de la propriété forestière (CNPF) est un établissement public de l'Etat à caractère administratif depuis le 1^{er} avril 2010, créé par l'ordonnance n°2009-1369 du 6 novembre 2009 et le décret n°2010-326 du 22 mars 2010.

En termes d'activités :

Le CNPF a pour mission de développer, orienter et améliorer la production des forêts privées françaises (12,6 millions d'ha, 3,5 millions de propriétaires forestiers, 23 % du territoire).

Le Code forestier dispose que le CNPF doit :

- 1/ Orienter la gestion** en élaborant les schémas régionaux de gestion sylvicole, ainsi que les guides des bonnes pratiques sylvicoles des forêts privées et en agréant les plans simples de gestion, obligatoires ou volontaires, établis par les propriétaires pour leurs forêts, à partir de 10 ha, ainsi que les règlements types de gestion, établis par les coopératives et experts forestiers pour leurs adhérents ou clients.
- 2/ Conseiller et former** en vulgarisant les méthodes de sylviculture, qu'il s'efforce de perfectionner et d'adapter par des études et expérimentations, et en exerçant une action plus générale de conseil et de formation technique auprès des propriétaires forestiers.
- 3/ Regrouper** en développant généralement toutes formes de regroupement des propriétaires, notamment la coopération, pour la gestion des forêts, la vente des produits, la réalisation de travaux forestiers ou l'amélioration des structures foncières.

Ces trois missions principales s'effectuent dans le cadre plus général de la surveillance de la santé des forêts, de la protection de l'environnement, du développement durable et de l'aménagement du territoire ou encore de la prévention des risques, par exemple dans les régions sensibles aux incendies (DFCI).

En termes de fonctionnement :

Le CNPF dont le siège est situé 47, rue de Chaillot à 75116 Paris comprend, Le CNPF est constitué de 10 délégations régionales, de 2 Services d'Utilité Forestière (Institut pour le développement forestier IDF – C+FOR Forêt et Carbone), et du CNPF-SG (siège), soit au total 13 services gestionnaires.

Les 2 Services d'Utilité Forestière sont régis par les règles, les lois et les usages du commerce (entités de droit privé).

Le CNPF est administré au niveau national par un conseil d'administration de trente membres.

Chaque délégation régionale est administrée localement par un conseil de centre.

L'IDF et C+FOR sont chacun doté d'un Comité de direction de 16 membres.

A titre d'information, les administrateurs et conseillers ont consacré en 2024 dans le cadre de leur mandat au CNPF plus de 1 350 jours à des réunions, commissions ou journées techniques sur le terrain.

Au 31 décembre 2024, le CNPF disposait de 108 antennes réparties en France métropolitaine et en Corse. Ce parc est amené à évoluer légèrement en fonction des orientations du Schéma Prévisionnel de Stratégie Immobilière qui doit être validé par la Direction de l'Immobilier de l'Etat et adopté en Conseil d'administration. Ces bâtiments sont souvent en milieu rural, au plus près des massifs forestiers. A cette date, le CNPF était propriétaire de 32% de ses implantations immobilières (le plus souvent, il s'agit des sièges des délégations régionales). La cohabitation avec d'autres occupants (coopératives, syndicats forestiers, interprofessions) se fait dans 40% des cas ; avec d'autres opérateurs dans 30% des cas et dans 12% des cas avec des services de l'Etat. La surface hors œuvre nette totale s'élevait à 11 116 m².



En 2024, le CNPF employait 460 agents.

Enfin, le taux d'informatisation des agents s'élève à 100%. Le CNPF a développé des applications métiers consacrées notamment aux documents de gestion durable et aux données cadastrales.

I – CLAUSES INTRODUCTIVES

Article 1 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché est un marché de services au sens de l'article L1111-4 du Code de la commande publique. Le présent cahier des clauses administratives et techniques particulières (ci-après, CCP) a pour objet de définir les relations des Parties dans le cadre des prestations d'assurance que le ou les titulaire(s) du marché s'engage(nt) (ci-après, le titulaire du marché) à exécuter pour le compte du CNPF.

Comme le prévoit le règlement de consultation et l'avis d'appel public à la concurrence, lesdites prestations sont divisées en 5 lots :

- **LOT N°1 - Assurance de dommages aux biens**
- **LOT N°2 - Assurance de responsabilité civile "personnel"**
- **LOT N°3 - Assurance de responsabilité civile "administrateurs et conseillers"**
- **LOT N°4 - Assurance individuelle contre les accidents corporels des administrateurs et conseillers**
- **LOT N°5 : Assurance responsabilité civile « drones »**

Code CPV : 66510000-8 Services d'assurance

66513100-0 services d'assurance défense et recours
66515000-3 Services d'assurance dommages ou pertes
66516000-0 Services d'assurance responsabilité civile
66516400-4 Services d'assurance responsabilité civile générale
66516500-5 Services d'assurance responsabilité civile professionnelle
66512100-3 Services d'assurances accidents

Article 2 – P.S.E ET VARIANTES

2.1 – Prestations supplémentaires éventuelles (P.S.E)

Des offres complémentaires peuvent être formulées :

- ✓ en matière de protection juridique sur les lots n° 1 et 2 ;
- ✓ couvrant les dommages survenant aux biens meubles du CNPF (spécialement, appareils électriques et machines et matériels informatiques) en dehors de ses locaux pour le lot n°1 ;
- ✓ couvrant les dommages survenant aux livres et revues du CNPF stockés en dehors de ses locaux pour le lot n°1 ;
- ✓ couvrant les dommages survenant aux livres et revues du CNPF stockés en dehors de ses locaux pour le lot n° 1 (sur devis indiquant le nombre et la valeur des livres et ouvrages concernés).

Ces prestations supplémentaires éventuelles doivent faire l'objet d'une présentation et d'un chiffrage distincts de l'offre de base.

2.2 - Variantes

Le CNPF n'autorise pas les variantes.

Article 3 - PIECES CONTRACTUELLES

3.1 - Ordre de priorité

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre, ci-après :

- l'acte d'engagement et ses éventuelles annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
- le présent cahier des clauses particulières (CCP) et ses 6 annexes :
 - Recensement surfaces occupées au 31.12.2024
 - Liste des administrateurs CA
 - Liste des conseillers de CRPF
 - Liste des membres du Comité de direction de l'IDF
 - Liste des membres du Comité de direction du C+FOR
 - Parc drones CNPF au 31.12.2024
- les éventuels actes spéciaux de sous-traitance (le formulaire DC4 du Ministère de l'Economie et des finances est disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>), ainsi que leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- les conditions particulières et financières, ainsi que leurs éventuelles annexes, du titulaire du marché ;
- les conditions générales du titulaire du marché.

3.2 - Pièces à remettre au titulaire du marché

La notification du marché comprend une copie, délivrée sans frais par le CNPF au titulaire du marché, de l'acte d'engagement et des autres pièces constitutives du marché et, plus généralement, de toute pièce ayant fait l'objet d'une publication officielle.

Le CNPF remet également sans frais au titulaire du marché, et à sa demande, l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du marché.

II – OBLIGATIONS DU TITULAIRE DU MARCHÉ

Article 4 - DESCRIPTION DES PRESTATIONS

4.1 - Assurance de dommage aux biens (LOT 1)

4.1.1 - Descriptif des biens assurés

Les biens garantis sont l'ensemble des biens immobiliers et mobiliers dont le CNPF a la propriété, la garde ou l'usage.

Par biens immobiliers, il convient d'entendre les bâtiments, leurs annexes et dépendances, ainsi que les aménagements et installations indissociables.

Les fondations des bâtiments et leurs combles, caves et parking en sous-sol sont couverts par la garantie, de même que les murs d'enceinte, les emplacements extérieurs de parking, voies privées, câbles, canalisations et égouts, y compris leur raccordement au réseau public.

En revanche, les terrains, les arbres et les plantations sont exclus de la garantie.

Par biens mobiliers, il convient d'entendre tous les objets, instruments, mobiliers, fournitures, machines, équipements, marchandises et stocks utilisés par le CNPF pour accomplir ses missions et se situant dans l'enceinte du ou des immeuble(s) au moment du sinistre.

Les biens garantis comprennent également les biens mobiliers du personnel et des administrateurs du CNPF se trouvant dans le ou les immeuble(s) au moment du sinistre.

Des prestations supplémentaires éventuelles viendront compléter le présent paragraphe.

4.1.2 - Risques couverts

Les garanties des biens assurés, ci-dessus désignés, couvrent les événements dommageables suivants :

- ✓ incendie et commencement d'incendie et risques annexes ;
- ✓ dommages causés aux biens assurés par les secours et les mesures de sauvetage ;
- ✓ perte ou disparition des objets assurés survenue pendant l'incendie ;
- ✓ foudre ;
- ✓ explosions ;
- ✓ tempêtes, grêle, neige, foudre ;
- ✓ dégâts des eaux et du gel ;
- ✓ attentats ;
- ✓ bris de glace ;
- ✓ dommages aux appareils électriques ;
- ✓ bris de machine et de matériel informatique ;
- ✓ vol ;
- ✓ vandalisme ;
- ✓ catastrophes naturelles et technologiques.

4.1.3 – Garanties

4.1.3.1 - Assurance de dommage aux biens

Le titulaire du marché garantit les dommages occasionnés aux biens du CNPF désignés au § 4.1.1 du fait de la réalisation d'un ou des événement(s) énoncé(s) au § 4.1.2.

- **Valeur d'indemnisation**

Les biens garantis sont estimés, en cas de sinistre, sur la base d'une valeur à neuf ou d'une valeur de reconstruction.

Par dérogation, peuvent être estimés sur la base d'une valeur d'usage, tenant compte d'une éventuelle vétusté ou dépréciation, les biens susceptibles d'être affectés par les événements couverts suivants :

- ✚ dommages aux appareils électriques ;
- ✚ bris de machine et de matériel informatique.

- **Montant des garanties**

Le montant des garanties est déterminé à concurrence du montant des dommages et des frais justifiés par le CNPF.

Par dérogation, le montant des garanties peut être déterminé à concurrence des frais justifiés par le CNPF, dans la limite d'un certain nombre de fois la valeur en Euros de l'indice FFB par sinistre, pour les cas suivants :

- ✓ biens mobiliers des personnels et des administrateurs du CNPF ;
- ✓ bris de glace ;
- ✓ dommages aux appareils électriques ;
- ✓ bris de machine et de matériel informatique ;
- ✓ vol ;
- ✓ vandalisme.

- **Franchises**

A l'exception de celles prévues par la loi, aucune franchise n'est applicable.

Par dérogation, des franchises absolues peuvent être appliquées, à condition qu'elles soient limitées à **0,5** fois la valeur en Euros de l'indice FFB par sinistre, aux cas suivants :

- ✓ bris de glace ;
- ✓ dommages aux appareils électriques ;
- ✓ bris de machine et de matériel informatique ;
- ✓ vol ;
- ✓ vandalisme.

4.1.3.2 - Assurance de responsabilité civile

Le titulaire du marché garantit la responsabilité civile du CNPF tel que détaillée a minima ci-après :

- **Responsabilité du CNPF, locataire ou gardien, à l'égard du propriétaire**

Cette assurance garantit la responsabilité encourue par le CNPF, en sa qualité de locataire, pour :

- ✓ les dommages matériels causés aux biens du propriétaire (garantie « risques locatifs ») ;
- ✓ les troubles de jouissance ;
- ✓ les pertes de loyers.

L'assurance garantit également la responsabilité encourue par le CNPF, lorsqu'il occupe des locaux mis gratuitement à sa disposition, pour :

- ✓ les dommages matériels causés aux biens du propriétaire ;
- ✓ les troubles de jouissance.

- **Responsabilité du CNPF, propriétaire, à l'égard du locataire**

Cette assurance garantit la responsabilité encourue par le CNPF, en sa qualité de propriétaire ou copropriétaire, pour :

- ✓ les dommages matériels (garantie "recours du locataire") causés au locataire du fait des bâtiments loués ;
- ✓ les troubles de jouissance.

- **Responsabilité du CNPF, occupant, à l'égard des tiers**

Cette assurance garantit la responsabilité encourue par le CNPF en raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers par les bâtiments qu'il occupe (en tant que propriétaire, copropriétaire, locataire ou gardien), y compris le recours des voisins et des tiers.

4.1.3.3 - Assurance de dommages immatériels

Le titulaire du marché garantit les dommages immatériels du CNPF, consécutifs aux dommages à ses biens désignés au § 4.1.1 du fait de la réalisation d'un ou des événement(s) énoncé(s) au § 4.1.2.

- **Assurance perte d'usage**

Cette assurance garantit le CNPF, en cas de sinistre, de la perte de jouissance des biens immobiliers qu'il occupe.

- **Assurance perte de loyers**

Cette assurance garantit le CNPF, en cas de sinistre :

- ✓ des pertes de loyers qu'il perçoit habituellement en qualité de propriétaire ;
- ✓ des loyers supplémentaires mis à sa charge en tant que locataire.

- **Assurance perte d'exploitation**

Cette assurance garantit le CNPF de la perte financière occasionnée par les dommages causés aux biens qui lui permettent d'accomplir ses missions commerciales.

La garantie couvre toutes les charges supplémentaires supportées par le CNPF pour rétablir son activité dans la situation financière qui aurait été la sienne s'il n'y avait pas eu de sinistre.

Sont ainsi notamment couverts :

- ✓ la perte de marge brute et les frais supplémentaires d'exploitation ;
- ✓ la perte de valeur vénale du fonds de commerce ;
- ✓ les frais de reconstruction des biens immobiliers : démolition et déblai, dépose et repose, gardiennage et clôture, ingénierie, mise en conformité, détection des fuites, remise en état, honoraires du coordonnateur sécurité, honoraires d'experts, intérêts d'emprunt, pertes financières sur aménagement ;
- ✓ les frais de réparation des biens mobiliers : pièces, transport, main-d'œuvre, taxes non récupérables ;
- ✓ les frais de maintien de l'activité : reconstitution des archives, réinstallation, déplacements-replacement-garde ;
- ✓ les garanties complémentaires suivantes : pénalités pour retard d'exécution des prestations, dommages aux biens en dehors des lieux d'exploitation, dommages aux matériels informatiques portables en tous lieux...

4.2 - Assurance de responsabilité civile du personnel (LOT 2)

Le titulaire du marché garantit les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant incomber au CNPF à la suite de dommages causés aux tiers du fait de son activité, dans les conditions suivantes.

4.2.1 - Activités couvertes

Le CNPF déclare exercer les activités définies à l'article L. 321-1 du code forestier, comme reproduit ci-après : "Il est compétent pour développer, orienter et améliorer la gestion forestière des bois et forêts des particuliers.

Il a en particulier pour missions de :

- 1° Développer le regroupement foncier et les différentes formes de regroupement technique et économique des propriétaires forestiers, notamment les organismes de gestion et d'exploitation en commun des forêts ;
- 2° Faciliter la gestion et la commercialisation des produits et services des forêts ainsi que l'organisation de la prise en charge des demandes particulières à caractère environnemental et social, en concertation s'il y a lieu avec les représentants des usagers ;
- 3° Encourager l'adoption de méthodes de sylviculture conduisant à une gestion durable des forêts compatibles avec une bonne valorisation économique du bois, de la biomasse et des autres produits et services des forêts, par la formation théorique et pratique des propriétaires forestiers et par le développement et la vulgarisation sylvicoles, à l'exclusion de tout acte de gestion directe, de maîtrise d'œuvre de travaux ou de commercialisation ;
- 4° Elaborer les schémas régionaux de gestion sylvicole des bois et forêts des particuliers et les codes de bonnes pratiques sylvicoles ;
- 5° Agréer les plans simples de gestion dans les conditions prévues aux articles L. 312-2 à L.312-10 et approuver les règlements types de gestion dans les conditions prévues par l'article L. 313-1 ;
- 6° Concourir au développement durable et à l'aménagement rural, en particulier au développement économique des territoires par la valorisation des produits et des services de la forêt des particuliers et de la contribution de ces forêts à la lutte contre l'effet de serre ;
- 7° Contribuer selon ses moyens à la mise en œuvre d'actions exercées pour la protection de la santé des forêts ;
- 8° Participer à l'action des pouvoirs publics en matière de protection de l'environnement ou de gestion de l'espace, lorsqu'il s'agit d'espace rural, conformément à l'article L. 132-2 du code de l'environnement ;
- 9° Contribuer aux actions de développement concernant la forêt, les arbres, le bois et la biomasse par l'animation, la coordination, la recherche et la formation ; réaliser et diffuser toutes études et publications se rapportant au développement de la forêt et contribuer au rassemblement des données françaises, européennes et internationales, notamment économiques, concernant la forêt privée et en assurer la diffusion ;
- 10° Favoriser les échanges entre les organismes participant au développement de la forêt en France et sur le territoire de l'Union européenne et des pays tiers ;
- 11° Donner un avis sur l'agrément des sociétés de gestion des sociétés d'épargne forestière en application de l'article L. 214-87 du code monétaire et financier.

Il peut être consulté par les pouvoirs publics et émettre des propositions sur toutes les questions relatives à la filière forêt-bois, au développement durable des forêts et de leurs fonctions économiques, environnementales et sociales, et à leur contribution à l'aménagement rural."

Par ailleurs, l'article L. 321-4 du code forestier prévoit que :

"Afin de remplir les missions mentionnées aux 9° et 10° de l'article [L. 321-1](#), le Centre national de la propriété forestière peut créer un service d'utilité forestière.

Le service d'utilité forestière est géré et ses opérations comptabilisées conformément aux lois et usages du commerce.

Les personnels de ce service sont des personnels de droit privé dont les conditions d'emploi, de promotion, de rémunération et de représentation sont établies en référence à celles des personnels relevant du statut prévu à l'article L. 321-3".

En application de ces dispositions, deux services d'utilité forestière ont été créés (IDF et C+FOR). A la différence des autres activités du CNPF, dépourvues de vocation marchande, celles du service d'utilité forestière possèdent un caractère commercial. Elles consistent en la réalisation d'études et de recherches, d'actions de formation, d'articles et de manuels techniques, (IDF), et de développement de projets Label Bas-Carbone (C+FOR).

Le CNPF déclare, en outre, organiser tous les ans, dans chaque région, entre 10 et 40 réunions d'information et de vulgarisation. Ces réunions, auxquelles participent de 10 à 200 personnes, durent entre 1 et 5 jour(s). Certaines de ces réunions peuvent se dérouler sur des chantiers d'exploitation forestière en cours d'activité.

4.2.2 - RC "pendant exploitation"

Le CNPF est garanti contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber, en raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers du fait de l'exploitation de l'établissement et résultant :

- ✓ de l'assuré, lui-même ;
- ✓ des personnes dont il répond (préposés et sous-traitants, **à l'exclusion des administrateurs du CNPF et des conseillers de CRPF, qui font l'objet du lot n°3**).

Au 31 décembre 2024

Masse salariale brute annuelle du CNPF au 31/12/2024		20 052 957 €
Nombre d'emplois sous plafond (ETPT)	Titulaires Etat	16
	CDI de droit public	311
	CDI de droit privé	38
Nombre d'emplois hors plafond (ETPT)	CDD de droit public	90
	CDD de droit public	5

- ✓ des biens meubles et immeubles dont il possède la propriété, la garde ou l'usage pour l'exercice de ses activités professionnelles (**à l'exclusion des garanties qui relèvent du lot n° 1**).

Sont couverts les dommages corporels, matériels et immatériels, ci-après définis :

- **Dommages corporels**

Toute atteinte corporelle subie par une personne physique.

- **Dommages matériels**

Toute détérioration ou destruction d'une chose ou d'une substance. Toute atteinte physique à des animaux.

Tout préjudice pécuniaire résultant de vols d'objets commis par le fait ou par la négligence des préposés du CNPF.

- **Dommages immatériels**

Tout préjudice pécuniaire résultant de la privation de jouissance d'un droit, de l'interruption d'un service rendu par une personne ou un bien meuble ou immeuble ou de la perte d'un bénéfice, qu'il soit consécutif ou non de dommages corporels ou matériels garantis.

- **Atteintes à l'environnement**

Tout préjudice pécuniaire résultant de dommages corporels, matériels et immatériels subis par les tiers quand ces dommages découlent d'atteintes à l'environnement accidentelles consécutives à des faits fortuits commis à l'occasion de l'exercice des activités du CNPF.

Sont notamment garantis :

- ✓ les dommages corporels subis par les préposés du CNPF :
 - 1° lorsque la responsabilité du CNPF peut être engagée par les organismes de sécurité sociale ;
 - 2° en cas de faute intentionnelle d'un préposé du CNPF à l'origine d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle ;
 - 3° en cas de faute inexcusable du CNPF à l'origine d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle ;
 - 4° en cas d'accident de trajet au sens de l'article L. 455-1 du code de la sécurité sociale ;
 - 5° en cas d'accident du travail survenant sur une voie ouverte à la circulation au sens de l'article L.455-1-1 du code de la sécurité sociale.
- ✓ les dommages matériels et dommages immatériels consécutifs subis par les préposés du CNPF dans l'exercice de leur fonction ;
- ✓ les dommages corporels subis par les préposés occasionnels du CNPF (stagiaires, bénévoles...) ;
- ✓ les dommages matériels et immatériels causés par les incendies, les explosions, de phénomènes d'ordre électrique ou de l'action des eaux lorsqu'ils prennent naissance hors des locaux occupés à titre habituel par le CNPF ;
- ✓ les dommages subis par les préposés du fait de l'utilisation de leur véhicule personnel pour les besoins du service ("RC besoins du service") ;
- ✓ les dommages aux biens dont l'assuré est dépositaire ("RC dépositaire").

4.2.3 - RC "après livraison et travaux"

Le CNPF est garanti contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber, en raison des dommages corporels, matériels et immatériels, consécutifs ou non, causés aux tiers :

- ✓ par les produits livrés ou travaux exécutés par lui-même ou les personnes dont il répond ;
- ✓ et survenant après livraison de produits ou exécution de travaux.

4.2.4 – RC "professionnelle"

Le CNPF est garanti contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber, en raison des dommages corporels, matériels et immatériels, consécutifs ou non, causés aux tiers du fait de fautes, d'erreurs, omissions, inexactitudes ou négligences commises dans le cadre de ses activités professionnelles.

4.2.5 - Période de garantie

La garantie porte sur toutes les réclamations intervenant pendant la période de validité du contrat.

Sont également couvertes :

- ✓ les réclamations concernant des faits dommageables antérieurs à la prise d'effet de la garantie et non connus du CNPF au moment de la souscription du contrat ("reprise du passé inconnu") ;
- ✓ les réclamations présentées dans un délai de 5 ans suivant la résiliation du contrat et se rapportant à des faits dommageables antérieurs ("maintien des garanties").

4.3 - Assurance de responsabilité civile "administrateurs et conseillers" (LOT 3)

Le titulaire du marché garantit les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant incomber au CNPF à la suite de dommages causés aux tiers du fait de l'activité de ses administrateurs, des conseillers de CRPF titulaires et remplaçants (196 titulaires et environ 210 remplaçants et invités en 2019, cf. annexes relatives à la "liste des administrateurs, conseillers et membres du comité de direction") et membres du Comité de direction de l'IDF dans les conditions suivantes.

4.3.1 - Activité couvertes

Les missions des administrateurs du CNPF sont définies aux articles R. 321-8 et R. 321-9 du code forestier, reproduits, ci-après.

Article R. 321-8 : "Le conseil d'administration du Centre national de la propriété forestière règle par ses délibérations les affaires de l'établissement ».

Il délibère en particulier sur :

- 1° Les orientations générales du programme d'activité et le rapport annuel de l'établissement ;
- 2° Le budget et ses décisions modificatives et le compte financier de l'établissement ;
- 3° Son règlement intérieur ;
- 4° Les acquisitions, aliénations et échanges d'immeubles, les baux et locations le concernant ;
- 5° Les contrats ainsi que les marchés publics et conventions d'un montant supérieur à un seuil qu'il détermine ;
- 6° Les emprunts ;
- 7° L'acceptation des dons et legs ;
- 8° Les subventions ;
- 9° Les redevances pour services rendus et rémunérations de toute nature dues à l'établissement ;
- 10 Les actions en justice intentées au nom du centre ;
- 11° Les transactions ;
- 12° la création du service d'utilité forestière, prévu par [l'article L. 321-4](#) et la composition de son comité de direction ;
- 13° Les adhésions prévues à [l'article R. 321-3](#).

Dans les limites qu'il détermine, le conseil d'administration peut déléguer au conseil de chacun des centres régionaux de la propriété forestière celles des attributions qui lui sont confiées par les textes législatifs et réglementaires qui sont relatives aux avis, propositions et désignation relevant de la circonscription de ces centres."

Article R. 321-9 : "Le conseil d'administration du centre national est également compétent pour présenter au ministre chargé des forêts les avis, études et projets prévus notamment à [l'article L. 321-1](#)."

Les missions des conseillers de CRPF sont définies à l'article **R. 321-78** du code forestier, reproduit, ci-après.

"Le conseil du centre régional de la propriété forestière délibère notamment sur :

- 1° Les projets de schéma régional de gestion sylvicole ;
- 2° Les projets de plans simples de gestion, les demandes de coupes extraordinaires ainsi que les projets de règlement type de gestion et de codes de bonnes pratiques sylvicoles ;
- 3° Le programme d'activités, dans le cadre des orientations générales d'activité fixées au plan national par le centre national, ainsi que sur le rapport annuel du centre ;

Il émet un avis sur le projet de dotations budgétaires proposé par le directeur du centre. Chaque centre régional gère les dotations attribuées par le Centre national de la propriété forestière après vote du budget par le conseil d'administration."

Article R321-33 : "Lorsque le Centre national de la propriété forestière décide, en application de [l'article L.321-4](#), de créer un service d'utilité forestière, celui-ci est administré par un comité de direction.

Ce comité est chargé :

- 1° D'élaborer et de proposer les programmes d'activités et le budget du service ;
- 2° De veiller à la bonne exécution de ces programmes ;
- 3° D'émettre un avis sur le compte financier ;
- 4° De formuler toutes propositions au conseil d'administration du centre concernant les attributions et les moyens du service."

4.3.2 - RC professionnelle

Le CNPF est garanti contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber, en raison des dommages corporels, matériels et immatériels, consécutifs ou non, causés aux tiers du fait de fautes, d'erreurs, omissions, inexactitudes ou négligences commises dans l'exercice des mandats des administrateurs du CNPF et des conseillers des CRPF.

4.3.3 - Période de garantie

La garantie porte sur toutes les réclamations intervenant pendant la période de validité du contrat.

Sont également couvertes :

- ✓ les réclamations concernant des faits dommageables antérieurs à la prise d'effet de la garantie et non connus du CNPF au moment de la souscription du contrat ("reprise du passé inconnu") ;
- ✓ les réclamations présentées dans un délai de 5 ans suivant la résiliation du contrat et se rapportant à des faits dommageables antérieurs ("maintien des garanties").

4.4 - Assurance individuelle contre les accidents corporels des administrateurs et conseillers (LOT 4)

Le titulaire du marché garantit les dommages corporels subis par les administrateurs et conseillers titulaires et remplaçants du CNPF, des CRPF et de l'IDF (196 titulaires et environ 210 remplaçants et invités en 2024 (cf. annexes relatives à la liste des administrateurs et conseillers assurés et membres du Comité de direction assurés et du Comité de direction), ainsi que par toutes autres personnes dûment convoquées aux conseils d'administration, conseils de centre ou Comité de direction, consécutifs à des accidents survenus dans l'exercice de leurs mandats et missions, y compris à l'occasion de leurs déplacements, dans les conditions suivantes.

La garantie couvre les préjudices subis par les assurés en cas de décès, d'invalidité permanente et de blessures.

Sont notamment couverts :

- ✓ en cas de décès accidentel, le versement aux ayants droit d'un capital.
- ✓ en cas d'invalidité permanente, le versement aux intéressés d'un capital calculé en fonction du taux d'invalidité.
- ✓ en cas de blessure :
 - l'indemnisation du préjudice résultant de l'incapacité temporaire de travail ;
 - la prise en charge des frais médicaux, chirurgicaux, pharmaceutiques et d'hospitalisation.

4.5 - Assurance responsabilité civile « drones » (LOT 5)

Le titulaire du marché garantit des conséquences pécuniaires résultant de tous dommages corporels, matériels et immatériels causés à des tiers dans le cadre de l'utilisation professionnelle des drones (déclaration préalable MAP/MANEX).

En ce sens la couverture assurance doit permettre la prise en charge de tous types de dommages susceptibles d'être causés à autrui : atteintes aux personnes, atteintes aux biens, préjudices financiers etc ...

4.6 - Conditions communes à tous les lots relatives aux exclusions, conditions et limitations de garanties

Aucune exclusion de garantie n'est applicable, à l'exception des exclusions légales et des exclusions d'origine conventionnelle qui répondent aux conditions prévues par les dispositions des articles L. 112-4 et L. 113-1 du code des assurances.

Aucune condition et limitation de garantie n'est applicable, à l'exception de celles qui répondent aux dispositions de l'article L. 112-4 du code des assurances.

4.7 - Gestion des sinistres

Le titulaire de chaque lot :

- ✓ met à disposition du CNPF un interlocuteur unique pour la gestion des sinistres ;
- ✓ doit pouvoir être joignable 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7.

Article 5 - REALISATION DES PRESTATIONS

5.1 - Exécution de bonne foi des prestations

De manière générale, le titulaire du marché s'engage :

- à accomplir ses prestations, de façon professionnelle et efficace, en se conformant aux usages de la profession ;
- à faire diligence pour que les délais contractuels soient respectés ;
- à répondre, par écrit ou oralement, à toute question du CNPF relative à l'objet et à l'exécution de ses engagements contractuels et, à sa demande, à lui rendre compte du déroulement de sa prestation ;
- durant l'exécution de ses prestations, à ne pas perturber la bonne marche des services du CNPF.

Le titulaire du marché s'engage également à respecter les dispositions du code des assurances, notamment celles qui l'obligent à :

- verser les prestations promises dans les délais convenus (art. L. 113-5) ;
- couvrir les sinistres résultant de cas fortuits ou de la faute du CNPF, en dehors des cas de fautes intentionnelles (art. L. 113-1) ;
- garantir les dommages occasionnés par les personnes dont le CNPF est responsable, quelle que soit la gravité de leur faute (art. L. 121-2).
- Aucune déchéance de garantie ne peut être prononcée par le titulaire du marché pour déclaration tardive de sinistre :
 - en l'absence de clause de déchéance répondant aux conditions de l'article L. 112-4 du code des assurances dans le contrat ;
 - s'il n'établit pas que le retard lui a causé un préjudice ;
 - ou lorsque le retard est dû à un cas fortuit ou de force majeure.

5.2 - Maintien du niveau des garanties

Le titulaire du marché accorde au CNPF le même niveau de garanties sur toute la durée du marché, même en cas de modification du périmètre des risques assurés.

Le titulaire du marché convient que le périmètre des risques assurés n'est pas modifié par :

- une évolution de la surface totale des bâtiments occupée par le CNPF inférieure ou égale à 20 % ;
- les changements d'aménagement intérieur et de destination des locaux du CNPF ;
- une évolution de la masse salariale globale du CNPF inférieure ou égale à 20 % ;
- une évolution du montant total des indemnités de fonction du CNPF inférieure ou égale à 5 % ;
- une évolution du nombre d'administrateurs du CNPF et de conseillers de CRPF inférieure ou égale à 5 % ;
- une évolution à la hausse ou à la baisse du parc de drones du CNPF.

Dans ces hypothèses, le titulaire du marché couvre le risque déclaré par le CNPF sans en modifier le prix.

En dehors de ces hypothèses, chaque modification du périmètre des risques assurés du CNPF est notifiée par écrit (courrier, email ou fax) au titulaire du marché dans les plus brefs délais.

Au jour de réception de la notification, celui-ci garantit les nouveaux risques dans des conditions au moins

aussi favorables que celles applicables aux risques déjà assurés.

5.3 – Protection de la main d’œuvre et conditions de travail

Le titulaire remet au CNPF une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

5.4 – Information sur le fonctionnement de l’entreprise

Le titulaire s’engage à notifier sans délai toute modification importante de fonctionnement de l’entreprise susceptible d’influer sur le déroulement du marché et notamment, toute modification se rapportant :

- ✓ aux personnes ayant le pouvoir d’engager la société ;
- ✓ à la forme juridique de l’entreprise ;
- ✓ à la raison sociale de l’entreprise ou à sa dénomination ;
- ✓ à l’adresse du siège social de l’entreprise ;
- ✓ aux renseignements qu’il a fournis pour l’agrément d’un sous-traitant et l’agrément de ses conditions de paiement.

Article 6 - CONFIDENTIALITE ET SECRET PROFESSIONNEL

6.1 Confidentialité

Le titulaire s’engage à ne pas communiquer à des tiers toutes informations reçues lors de l’exécution du contrat et à ne pas les utiliser pour des prestations autres que celles prévues dans les présentes. Plus généralement, le titulaire s’engage à conserver confidentielles les informations concernant le CNPF, de quelque nature qu’elles soient, auxquelles il aurait pu avoir accès au cours de l’exécution du contrat.

6.2 Protection des données à caractère personnel

Le titulaire s’engage à respecter les règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles il a accès pour les besoins de l’exécution du marché. En cas d’évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d’exécution du marché, les modifications éventuelles donnent lieu à la signature d’un avenant.

Article 7 – CESSION

Le présent marché ne pourra en aucun cas faire l’objet d’une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou gracieux, sauf accord écrit et préalable du Centre national de la propriété forestière.

La cession est "la reprise pure et simple, par le cessionnaire qui constitue son nouveau titulaire, de l’ensemble des droits et obligations résultant du précédent contrat". Sont assimilées à une cession de contrat, toutes les opérations tendant à faire changer le contrat de patrimoine. Le cessionnaire doit être une personne morale distincte du titulaire initial du contrat.

Article 8 - SOUS-TRAITANCE ET CO-TRAITANCE

8.1 - Co-traitance

Il sera fait application des dispositions des articles R2142-19 à R2142-27 du Code de la commande publique.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours courant à compter de la notification de la mise en demeure par le CNPF d'y procéder, le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement devient le nouveau mandataire du groupement.

8.2 - Sous-traitance

Il sera fait application des dispositions de l'article L2193-1 et suivant du Code de la commande publique.

Le titulaire du marché de services, qui veut en sous-traiter une partie, demande au pouvoir adjudicateur d'accepter chaque sous-traitant et d'agréer ses conditions de paiement.

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, le CNPF notifie au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire du marché fait connaître au CNPF le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

Le titulaire du marché est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels au CNPF, lorsque celui-ci en fait la demande. A défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par le CNPF, le titulaire encourt une pénalité égale à 1 / 3 000 du montant hors taxes du marché ou de la tranche concernée, éventuellement modifiés par avenant, ou, à défaut, du montant du bon de commande concerné. Cette pénalité s'applique pour chaque jour de retard.

8.2.1 - Conditions du recours à la sous-traitance

Le titulaire ne pourra pas sous-traiter le présent marché sans l'acceptation préalable et écrite du CNPF du sous-traitant et des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance et ce, quel que soit le montant de la sous-traitance. Le titulaire transmet également une copie du contrat de sous-traitance ainsi que ses avenants éventuels.

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement des contrats de sous-traitance sont jointes en annexe à l'acte d'engagement.

En cours d'exécution du marché, le titulaire utilise le nouveau formulaire DC 4 disponible sur le site suivant :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Le titulaire du marché reconnaît être parfaitement informé de ce qu'il n'est pas autorisé à sous-traiter l'une quelconque des prestations objet du marché avant que notification lui soit faite par le CNPF de cet accord spécial. **Par ailleurs, le titulaire du marché est informé de ce que le CNPF ne saurait accepter qu'il sous-traite la totalité de ses obligations découlant du présent marché.**

Par ailleurs, si cette demande intervient après la remise des offres ou après notification, le titulaire doit établir que la cession ou le nantissement ne s'oppose pas à l'acceptation du sous-traitant. Le titulaire devra présenter au CNPF l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité qui lui a été remis.

Tout sous-traitant occulte dûment constaté par le CNPF donnera lieu à une mise en demeure notifiée à l'entreprise principale pour procéder à la déclaration de sous-traitant dans un délai franc défini dans ladite mise en demeure. Si cette mise en demeure reste infructueuse, le CNPF pourra notifier sa décision de résilier

le marché pour faute aux frais et risques du Titulaire du marché.

Le titulaire du marché reste personnellement responsable de la bonne exécution du marché par lui-même ou par ses éventuels sous-traitants. De plus, en cas de résiliation pour faute notifiée à l'entreprise principale, cette dernière devra prendre les dispositions nécessaires pour aviser, dans les meilleurs délais, son sous-traitant de cette décision. En ce cas, il fera son affaire de l'ensemble des actes successifs à cette décision de résiliation concernant son sous-traitant.

8.2.2 - Paiement direct du sous-traitant de premier rang ou direct

Le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées, est payé directement dès lors que le montant des prestations sous-traitées est égal ou supérieur à six cents euros toutes taxes comprises (600 euros TTC). Le sous-traitant ne peut renoncer à ce droit, toute renonciation au paiement direct étant réputée non écrite conformément à l'article 7 de la loi du 31 décembre 1975.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du CNPF à l'entreprise principale et au CNPF par toute voie probante. Il libelle les factures au nom du titulaire et transmet à ce dernier les originaux à l'occasion de la demande de paiement. Toute facture libellée au nom du CNPF est irrégulière. La demande de paiement adressée au CNPF est accompagnée du double des pièces adressées au titulaire, ainsi que de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé par le titulaire. A la réception des factures, le Titulaire dispose d'un délai de quinze jours pour donner son accord ou notifier son refus au sous-traitant et au CNPF.

En cas d'accord, le titulaire du marché joint en double exemplaire au projet de décompte ou pour solde une attestation indiquant la somme à régler par le CNPF à chaque sous-traitant concerné. Cette somme tient compte de tous les éléments financiers pouvant affecter le règlement de la sous-traitance et inclut la taxe sur la valeur ajoutée (TVA). **Il reprend dans le décompte ou la facture qu'il adresse au CNPF pour le règlement de ses propres prestations, les prestations sous-traitées, en les faisant apparaître distinctement.**

Le CNPF procède alors au paiement du sous-traitant dans les délais réglementaires de trente (30) jours à compter soit de la réception de l'accord total ou partiel du titulaire sur le paiement demandé par le sous-traitant, soit de l'expiration du délai de quinze jours si pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus. En cas de non retrait du pli envoyé par lettre recommandée avec avis de réception (ou équivalent), le délai de trente (30) jours court à compter de la réception de la copie de la preuve d'envoi par le CNPF.

III – OBLIGATIONS DU C.N.P.F.

Article 9 - ENGAGEMENTS

Le CNPF s'engage à respecter l'ensemble des obligations qui lui incombent en vertu des dispositions du code des assurances et de ses engagements contractuels.

Le CNPF s'oblige notamment :

- ✓ à payer les cotisations aux époques convenues ;
- ✓ à déclarer le risque à la souscription, en répondant notamment aux questions posées par le titulaire du marché ;
- ✓ à déclarer, en cours de contrat, les circonstances nouvelles qui ont pour conséquence, soit d'aggraver les risques, soit d'en créer de nouveaux ;
- ✓ de donner avis au titulaire du marché, dès qu'il en a eu connaissance, de tout sinistre de nature à entraîner la garantie du titulaire du marché.

Article 10 - COLLABORATION

Le CNPF collabore de bonne foi avec le titulaire du marché et facilite autant que possible sa tâche.

A cet effet, le CNPF :

- ✓ désigne un contact dans l'établissement chargé de communiquer avec le titulaire du marché ;
- ✓ participe aux réunions sur place ou téléphoniques nécessaires à la réalisation des prestations convenues ;
- ✓ répond aux questions du titulaire du marché et lui communique, sur demande de celui-ci et dans un délai raisonnable, toutes données nécessaires à la bonne exécution de ses prestations.

- **Au niveau national**, l'interlocuteur désigné est **Monsieur Bruno SIRY**, Responsable national Achats-Marchés- Immobilier

SOIT PAR E-MAIL A L'ADRESSE SUIVANTE : bruno.siry@cnpf.fr

SOIT PAR TELEPHONE AU 01 47 20 68 43 / 07 62 52 79 69 ;

SOIT PAR TELECOPIE AU 01 47 23 49 20 ;

SOIT PAR COURRIER A L'ADRESSE SUIVANTE : **CENTRE NATIONAL DE LA PROPRIETE FORESTIERE - 47, RUE DE CHAILLOT - 75116 PARIS.**

- **Au niveau des délégations régionales**, en cours d'exécution des prestations, les interlocuteurs suivants sont désignés pour le suivi du marché :

Régions	ADRESSES POSTALES	CORRESPONDANTS	DIRECTE
CENTRE NATIONAL DE LA PROPRIETE FORESTIERE (CNPf - SG) Siège	47, rue de Chaillot 75116 PARIS Tél. 01 47 20 68 15 secdg@cnpf.fr	Sophie MANRESA Hélène SANTER	Roland de LARY
CNPf HAUTS DE France - NORMANDIE	Cap Madrillet – Bât B 125 avenue Edmund Halley – CS 80004 76801 ST ETIENNE DU ROUVRAY Cedex Tél. 03 22 33 52 09 cathy.caramia@cnpf.fr	Cathy CARAMIA	Régis LIGONNIERE
CNPf GRAND EST	41, rue du Général de Gaulle 57050 LE BAN SAINT MARTIN Tél. 03 87 31 18 42 virginie.geru@cnpf.fr	Virginie GÉRU	Hervé RICHARD
CNPf BRETAGNE – PAYS DE LA LOIRE	36, avenue de la Bouvardière 44800 SAINT HERBLAIN Tél. 02 40 76 84 35 sophie.rondele@cnpf.fr	Sophie RONDELE	Arnaud GUYON
CNPf ILE DE France - CENTRE VAL DE LOIRE	5, rue de la Bourie Rouge 45000 ORLEANS Tél. 02 38 53 07 91 Fax.02 38 62 28 37 gisele.raoul@cnpf.fr	Gisèle RAOUL	Gaël LEGROS
CNPf BOURGOGNE – FRANCHE-COMTE	18, bd Eugène Spuller 21000 DIJON Tél. 03 80 53 10 00 françoise.voisin@cnpf.fr	Françoise VOISIN	François JANEX
CNPf NOUVELLE AQUITAINE	6, parvis des Chartrons Cité Mondiale 33075 BORDEAUX Cedex Tél. 05 56 01 54 70 cecile.bruno@cnpf.fr	Cécile BRUNO	Stéphane LATOUR
CNPf AUVERGNE- RHONE-ALPES	BP 104 - MARMILHAT 63370 LEMPDES Tél. 04 73 98 71 20 manuela.sanchez@cnpf.fr	Manuela SANCHEZ	Anne-Laure SOLEILHAVOUP
CNPf OCCITANIE	7, chemin de la Lacade 31320 AUZEVILLE-TOLOSANE Tél. 05 61 75 42 00 beatrice.castarede@cnpf.fr	Béatrice CASTAREDE	Olivier PICARD

CNPF PROVENCE ALPES - COTE D'AZUR	7, impasse Ricard Digne 13004 MARSEILLE Tél. 04 95 04 59 04 martine.guasco@cnpf.fr	Martine GUASCO	Christophe BARBE
CNPF CORSE	9, Cours Jean Nicoli 20090 AJACCIO Tél : 04 95 23 84 24 alexandra.paganini@cnpf.fr	Alexandra PAGANINI	Christophe BARBE
CNPF INSTITUT POUR LE DEVELOPPEMENT FORESTIER	47, rue de Chaillot 75116 PARIS Tél. 01 47 20 68 15 bruno.siry@cnpf.fr	Bruno SIRY	François MORNEAU
CNPF FORET & CARBONE (C+FOR)	47, rue de Chaillot 75116 PARIS Tél. 01 47 20 68 15 celine.berges-sellam@cnpf.fr	Céline BERGES-SELLAM	Olivier PICARD

IV – CONDITIONS FINANCIERES

Article 11 - PRIX DES PRESTATIONS

11.1 - Généralités

Le marché est conclu, pour chaque lot, à partir d'un prix unitaire, exprimé par :

- mètre carré pour le LOT n°1 ;
- € de "masse salariale brute annuelle" pour le LOT n°2 ;
- € de "montant total annuel des indemnités de temps passé" pour le LOT n°3 ;
- personne pour le LOT n°4 ;
- catégorie de drone recensé dans le parc « drones » du CNPF pour le LOT n°5.

Le prix total, pour chaque lot, est constitué par une cotisation annuelle, correspondant au prix unitaire multiplié par le nombre de :

- mètres carrés pour le LOT n°1 (11 116 m² en 2024);
- € de "masse salariale brute annuelle" pour le LOT n°2 (20 052 957 € au sens INSEE) ;
- € de "montant total annuel des indemnités de temps passé" pour le LOT n°3 (147 941 € versés en 2024) ;
- nombre de personnes pour le LOT n°4 (406 personnes en 2024),
- nombre et catégorie de drone recensés dans le parc « drones » du CNPF pour le LOT n°5 (21 drones en 2024).

Les prix figurent aux actes d'engagement.

11.2 - Calcul des cotisations

Le montant des cotisations est déterminé par le titulaire du marché, conformément aux règles et usages de la profession et aux conditions suivantes.

- **LOT n°1 - Assurance de dommages aux biens**

La cotisation est calculée sur la base de la surface développée hors œuvre des bâtiments du

CNPF. Les caves, sous-sols, parkings, combles sont comptabilisés à hauteur de 50 % de leur surface. La surface déclarée par le CNPF s'élève à 11 116 m² en décembre 2024.

Bien qu'elle soit exacte à plus ou moins 10 %, le titulaire du marché s'engage sur la base de cette information.

- **LOT n° 2 - Assurance de responsabilité civile "personnel"**

La cotisation est calculée sur la base du montant de la masse salariale brute annuelle versée par le CNPF à son personnel.

Les charges patronales ne sont pas comprises dans l'assiette de la cotisation.

La masse salariale brute annuelle déclarée par le CNPF s'élève à 20 052 957 € pour 2024.

Bien qu'elle soit exacte à plus ou moins 5 %, le titulaire du marché s'engage sur la base de cette information.

- **LOT n° 3 - Assurance de responsabilité civile "administrateurs et conseillers"**

La cotisation est calculée sur la base du montant total annuel des indemnités de fonction des administrateurs du CNPF et des conseillers de CRPF.

Le montant des indemnités de fonctions déclarées par le CNPF s'élève à 147 941 € pour 2024.

Bien qu'elle soit exacte à plus ou moins 5 %, le titulaire du marché s'engage sur la base de cette information.

- **LOT n° 4 - Assurance contre les dommages corporels des administrateurs et conseillers**

La cotisation est calculée sur la base du nombre d'administrateurs du CNPF et de conseillers de CRPF titulaires et remplaçants.

Le nombre d'administrateurs du CNPF et de conseillers de CRPF déclaré par le CNPF s'élève à 196 titulaires et environ 210 remplaçants et invités en 2024.

Bien qu'elle soit exacte à plus ou moins 5 %, le titulaire du marché s'engage sur la base de cette information.

- **LOT n° 4 - Assurance de responsabilité civile usage de drone**

La cotisation est calculée sur la base de la catégorie de drone recensé dans le parc « drones » du CNPF.

En 2024, 21 drones étaient recensés dans le parc « drones » du CNPF.

11.3 - Révision des cotisations

Le montant des cotisations peut être révisé une fois par an à la date d'échéance du contrat.

Les cotisations peuvent être indexées sur des indices de référence habituellement en usage dans la profession.

Toute augmentation supérieure à 5 %, non directement imputable aux taxes et contributions obligatoires, doit systématiquement faire l'objet d'une négociation avec le CNPF.

A défaut d'accord sur le montant de l'augmentation, le CNPF ou le titulaire du marché peuvent résilier le marché.

11.4 - Ajustement des cotisations

En application des dispositions de l'article L. 113-4 du code des assurances, toute modification du périmètre des risques assurés (telle que définie à l'article 5.2 du présent CCP) donne lieu, lors de l'échéance suivante, à un ajustement du montant des primes d'assurance proportionnel à l'évolution de la situation déclarée par le CNPF.

- Pour le **LOT n°1**, l'ajustement est proportionnel à l'évolution de la surface des bâtiments (exprimée en m²) occupée.
- Pour le **LOT n°2**, l'ajustement est proportionnel à l'évolution de la masse salariale brute annuelle versée par le CNPF à son personnel.
- Pour le **LOT n°3**, l'ajustement est proportionnel à l'évolution des indemnités de fonction versées par le CNPF à ses administrateurs et conseillers.
- Pour le **LOT n°4**, l'ajustement est proportionnel à l'évolution du nombre d'administrateurs et de conseillers.
- Pour le **LOT n°5**, l'ajustement est proportionnel à l'évolution du nombre et catégorie de drones recensés

En cas de modification du périmètre des risques assurés, le titulaire du marché procède, lors de l'échéance suivante, à une régularisation du montant de la prime pour l'année passée et correspondant aux mois impactés par cette modification.

11.5 - Paiement de la cotisation

Les prix sont libellés en euros et sont réputés comprendre toutes les charges liées à l'exécution des prestations définies au cahier des charges, toutes charges du titulaire, y compris les frais généraux, les frais d'assurance, les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents. Les prix doivent en outre assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfices.

Les garanties du présent contrat sont consenties moyennant une cotisation nette annuelle exprimée en euros dans les conditions définies ci-avant à l'article 11.2 du présent CCP.

Cette cotisation sera régularisée à chaque échéance annuelle en fonction des données transmises par le CNPF à l'échéance dans les conditions définies à l'article 11.4 du présent CCP.

Il est convenu que ces valeurs restent approximatives avec les marges définies au présent CCP pour chaque lot. Les modalités de variation ou d'actualisation des prix sont fixées au présent CCP aux articles 11.3 et 11.4.

Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif suivi d'un virement.

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article R.2192-10 du Code de la commande publique. Le délai de paiement court à partir de la date de la réception de la facture conforme au cahier des charges, non sujette à contestation ou rectification.

Lorsque le titulaire remet au CNPF une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

La demande de paiement est datée. Elle mentionne les références du marché ainsi que, le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché.

En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique.

En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

En cas d'exécution de prestations aux frais et risques du titulaire défaillant, le surcoût supporté par le CNPF, correspondant à la différence entre le prix qu'il aurait dû régler au titulaire pour la réalisation des prestations et le prix effectivement payé pour l'exécution de celles-ci à la place du titulaire défaillant, est déduit des sommes dues au titulaire au titre des prestations admises.

Les factures pour les cotisations annuelles seront impérativement déposées sur le portail CHORUS PRO en utilisant les informations suivantes :

SIRET : 180 092 355 00015

Code service : SERVICES_GENERAUX

Adresse de facturation :

Centre national de la propriété forestière (CNPF)
A l'attention de M. le directeur général
47, rue de Chaillot - 75116 Paris

Le CNPF accepte ou rectifie la demande de paiement. Il la complète éventuellement, en faisant apparaître les avances à rembourser, les primes et les réfections imposées. Le CNPF arrête le montant de la somme à régler et, s'il est différent du montant figurant dans la demande de paiement, le CNPF le notifie ainsi arrêté au titulaire.

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique selon la réglementation en vigueur.

Le défaut de paiement dans les délais prévus par le Code de la commande publique fait courir de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Conformément aux dispositions de l'article R.2192-31 du Code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est celui du taux de refinancement de la Banque centrale européenne en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

11.6 - Avances

En application des dispositions des articles L. 113-1 et suivants du Code des assurances, et des articles R. 2191-3 ou article R. 2391-1 du Code de la commande publique, le titulaire du marché peut bénéficier d'avances.

11.7 - Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique éventuellement ce qui doit être réglé respectivement au titulaire et à ses cotraitants ou sous-traitants éventuels.

- ✓ En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.
- ✓ En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement.
- ✓ Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter au CNPF la demande de paiement. En cas de groupement conjoint, la demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement de l'opérateur économique concerné.
- ✓ Le mandataire est seul habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membres du groupement.
- ✓ En cas de sous-traitance : Les prestations exécutées par les sous-traitants, dont les conditions de paiement ont été agréées par le CNPF, sont payées dans les conditions financières prévues par le marché ou par un acte spécial.

V – EXECUTION DU MARCHÉ

Article 12 - DUREE ET EFFET

Le présent marché débutera à compter du 1er juillet 2025 pour chaque lot.

L'échéance sera ensuite fixée au 30 juin de chaque année pour l'ensemble des contrats.

Le présent marché public pourra être reconduit tacitement trois fois, pour une période d'un an.

La durée maximale du marché sera donc de quatre ans au maximum, portant son éventuelle échéance maximale à la date du 30 juin 2029.

Article 13 - MODIFICATIONS

13.1 - Avenants

Le présent marché ne peut être modifié que par voie d'avenant signé par les deux parties.

Il est convenu entre les deux parties que toute tolérance ou renonciation d'une des parties dans l'application de tout ou partie des obligations prévues au titre du marché, quelles que puissent en être la fréquence et la durée, ne sauraient valoir modification du présent marché ni générer un droit quelconque.

13.2 – Divisibilité des clauses

Dans l'hypothèse où une stipulation du présent marché serait ou deviendrait illégale, nulle ou inopposable, une telle illicéité, nullité ou inopposabilité ne portera pas atteinte à la licéité, à la validité ou à l'opposabilité des autres stipulations du présent marché.

Les Parties conviennent néanmoins que dans une telle hypothèse elles négocieront de bonne foi afin de remplacer la stipulation concernée par une nouvelle stipulation valable, opposable et conforme à leur intention initiale.

Article 14 - PENALITES

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré. Cette pénalité s'élève à 150 € par jour de retard. Une fois le montant des pénalités déterminé, elles sont déduites du montant du marché actualisé ou révisé TTC.

Article 15 - FORCE MAJEURE

La responsabilité de chacune des Parties ne pourra être recherchée si l'exécution du contrat est retardée ou empêchée en raison d'un cas de force majeure, tel que défini par la jurisprudence des cours et tribunaux français.

Toute Partie entendant invoquer un cas de force majeure doit, sous peine de ne pouvoir s'en prévaloir, informer l'autre Partie dans le délai de quinze jours à partir de la survenance de l'événement. Elle doit par ailleurs en justifier le caractère imprévisible, irrésistible et extérieur et indiquer les dispositions qu'elle compte prendre, ainsi que la durée prévisible du cas de force majeure. Dans tous les cas, la Partie empêchée s'engage à prendre dans les délais les plus brefs toutes les mesures nécessaires permettant de pallier au mieux les effets de cette force majeure, avec l'accord de l'autre partie. Si, malgré les efforts de celle-ci, il n'est pas possible de pallier les conséquences de cette force majeure dans un délai d'un mois, l'autre partie est en droit de résilier le présent contrat, sans aucune indemnité de part et d'autre.

Article 16 - RESILIATION

Sans préjudice des alinéas 2 et suivants du présent article, si l'une des Parties ne respecte pas l'un de ses engagements contractuels, par sa faute ou négligence, l'autre Partie peut résilier le marché, 3 mois après une mise en demeure de mettre un terme au manquement, non suivie d'effet. La mise en demeure doit être adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

En cas de désaccord sur le montant de la révision de la cotisation, le CNPF ou le titulaire du marché peuvent résilier le marché. La partie à l'initiative de la résiliation doit, dans ce cas, notifier à l'autre partie sa décision, qui ne peut prendre effet, qu'après un délai minimum de 6 mois. Durant ce délai, le montant de la cotisation demeure celui applicable à la période antérieure. La cotisation est acquittée au prorata de la durée du délai de prévenance. La notification doit être adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Le titulaire du marché ne peut procéder à la résiliation du marché :

- en cas d'omission ou de déclaration inexacte du CNPF, établie de bonne foi et constatée avant tout sinistre, prévue à l'article L. 113-9, al. 2 du code des assurances, que 6 mois après notification adressée au CNPF par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- après sinistre, prévue à l'article R. 113-10 du code des assurances.

En cas de redressement judiciaire, le marché est résilié, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'[article L. 622-13 du code de commerce](#), ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire du marché. En cas de liquidation judiciaire du titulaire du marché, le marché est résilié, si, après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à l'[article L. 641-10 du code de commerce](#), ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire du marché. La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'événement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire du marché, à aucune indemnité.

Lorsque le titulaire du marché rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché, le CNPF peut résilier le marché, de sa propre initiative ou à la demande du titulaire du marché. Lorsque le ce dernier est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le CNPF résilie le marché.

Le CNPF peut résilier le marché pour faute du titulaire du marché dans les cas suivants :

- ✓ le titulaire du marché contrevient aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail ou à la protection de l'environnement ;
- ✓ le titulaire du marché ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels ;
- ✓ le titulaire du marché a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance ;
- ✓ le titulaire du marché n'a pas produit les attestations d'assurances ;
- ✓ le titulaire du marché déclare ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- ✓ le titulaire du marché s'est livré, à l'occasion de l'exécution du marché, à des actes frauduleux ;
- ✓ le titulaire du marché ou le sous-traitant ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité ;
- ✓ postérieurement à la signature du marché, le titulaire du marché a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale ;
- ✓ postérieurement à la signature du marché, les renseignements ou documents produits par le titulaire du marché, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution du marché, s'avèrent inexacts.

Dans tous les cas, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au titulaire du marché et être restée infructueuse. Dans le cadre de la mise en demeure, le CNPF informe le titulaire du marché de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations. La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire du marché.

Le CNPF peut mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général.

Au vu de la nature des prestations, la résiliation par le CNPF du marché pour motif d'intérêt général n'ouvre aucun droit à indemnisation au titulaire du marché.

Article 17 - RUPTURE AMIABLE

Le présent marché peut prendre fin d'un commun accord entre le CNPF et le titulaire du marché.

Article 18 - DIFFERENDS

18.1 Recours à la transaction

Pour tout différend concernant l'exécution du contrat, les Parties s'efforcent de recourir à la transaction prévue dans la circulaire du 7 septembre 2009 relative au recours à la transaction pour la prévention et le règlement des litiges portant sur l'exécution des contrats de la commande publique.

18.2 Attribution de juridiction

En cas de litige découlant de l'exécution ou de l'interprétation du présent contrat, le CNPF et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Tout différend entre le titulaire et le CNPF doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de

réclamation exposant les motifs et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce mémoire doit être communiqué au CNPF dans le délai de deux mois, courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

Le CNPF dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception du mémoire de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

En cas d'échec de la transaction prévue à l'article 18.1 du présent CCP, les Parties conviennent que compétence expresse est attribuée au :

Tribunal administratif de Paris

7, rue de Jouy 75181 Paris cedex 04

Téléphone : 01 44 59 44 00

Télécopie : 01 44 59 46 46

Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

VI – CLAUSES FINALES

Article 19 - REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES

Le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire réaliser des prestations similaires par le Titulaire du présent marché conformément à l'article R2122-7 du Code de la commande publique.

Article 20 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents. La monnaie de comptes du marché est l'euro. Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change. Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Article 21 - DROIT APPLICABLE

Le présent contrat est soumis au droit français, à l'exclusion de tout autre droit.

Article 22 - ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, y compris la signification de tous actes, les Parties font élection de domicile en leurs sièges respectifs.

Signature du soumissionnaire :

Le signataire doit porter la mention manuscrite "lu et approuvé" et y apposer le cachet de la société